

ÉTUDE SPÉCIALE

Services économiques TD



Le 11 décembre 2012

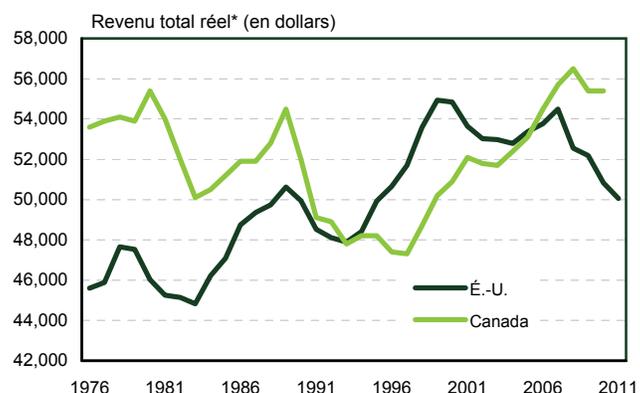
REVENU ET INÉGALITÉ DES REVENUS – PROFIL DE DEUX PAYS

Points saillants

- L'impact dévastateur de la crise financière a fait chuter à un creux de 16 ans le revenu médian des ménages aux États-Unis. En revanche, au Canada, la meilleure performance de l'économie dans les années 2000 et l'impact atténué de la récession ont fait bondir les revenus depuis 1998. Résultat : le revenu médian des ménages canadiens est plus élevé que celui des ménages américains depuis 2006, et l'écart entre les deux pays n'a jamais été aussi élevé (en faveur du Canada) depuis les années 1980.
- L'inégalité des revenus est systématiquement plus faible et croît plus lentement au Canada qu'aux États-Unis. En fait, au Canada, elle n'a pas bougé depuis 1998, si on la mesure avec le coefficient de Gini.
- La tendance stable (par opposition à croissante) de l'inégalité des revenus au Canada pourrait s'avérer surprenante à la lumière du fossé grandissant qu'on observe partout dans le monde, depuis quelques années, entre les riches et les pauvres. Une analyse plus poussée de la répartition des revenus au Canada révèle une forte hausse de revenu aux extrémités inférieure et supérieure du spectre, mais une performance plutôt faible du côté des familles à revenu moyen.
- Évaluer les variations de cette inégalité avec les seules statistiques sur le revenu n'explique pas tout. Ainsi, le coefficient de Gini n'inclut pas le rôle que les actifs immobiliers et financiers ont joué dans l'inégalité croissante de la richesse des ménages. Il ne tient pas compte non plus de la concentration du revenu qui s'est produite du côté des 1 % ou des 0,1 % de Canadiens les mieux nantis.

Durant la plus grande partie des deux dernières décennies, un important fossé s'est creusé entre le revenu médian des familles canadiennes et celui des familles américaines. À son pic en 1998, le revenu médian des ménages américains était supérieur de 10 % à celui des ménages canadiens (voir le graphique 1 – tous les chiffres sur le revenu dans les graphiques 1 à 4 sont donnés avant impôts, comprennent les paiements de transfert et sont corrigés de l'inflation). Depuis, cependant, le revenu des ménages aux États-Unis a été malmené dans la foulée de deux récessions et a reculé graduellement d'une année à l'autre de manière à toucher un creux de 16 ans en 2011. D'autre part, le rythme robuste d'augmentation du revenu des ménages au Canada depuis 1997 a non seulement contribué à combler le fossé avec les États-Unis, mais il s'est traduit par un avantage de 9 % au profit du voisin nordique dès 2010. Même après l'impact de la récession de 2008, le revenu médian des ménages canadiens n'est en baisse que de 2 % par rapport au sommet record établi en 2008.

**GRAPHIQUE 1 : REVENU MÉDIAN TOTAL DES MÉNAGES
CANADA ET ÉTATS-UNIS**

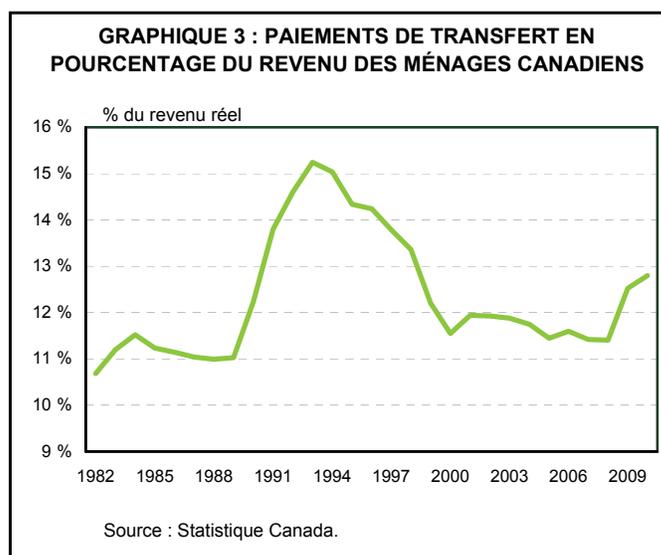
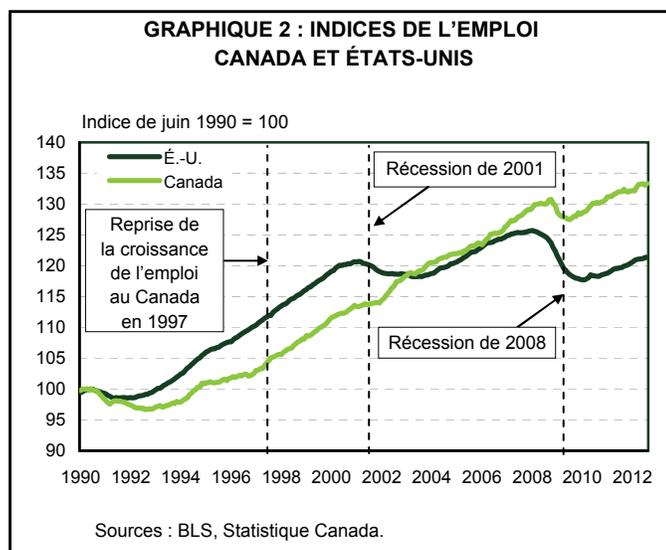


* É.-U., en dollars de 2011; Canada, en dollars de 2010;
Sources : U.S. Census Bureau, Statistique Canada.

Dans les pages qui suivent, nous retraçons l'évolution du changement radical qui s'est produit dans le revenu des ménages canadiens depuis le creux touché au début des années 1990. Nous portons ensuite cette analyse un peu plus loin en nous penchant sur la répartition de ces gains, dans l'ensemble des ménages, aux divers paliers de revenu. En ce qui a trait à l'inégalité des revenus, le Canada a mieux fait que les États-Unis même si, comme nous le soulignons, nous observons maintes tendances déconcertantes, comme la concentration du revenu et de la richesse entre les mains des Canadiens les plus riches. À l'échelle régionale, il y a beaucoup de variations d'une province à l'autre : dans quelques-unes, certaines tendances liées à l'inégalité des revenus sont plus présentes.

Retour sur les années 1990

Au lendemain de la récession du début des années 1990, la reprise économique au Canada s'est révélée particulièrement léthargique. Dans les deux premières années de cette « reprise sans création d'emplois », seulement 7 600 emplois se sont ajoutés chaque mois – une piètre performance comparativement à la reprise économique de 2009 où l'on a multiplié par plus de trois (+24 000) le nombre d'emplois créés chaque mois pendant les deux premières années (graphique 2). En outre, les efforts déployés, dans les années 1990, par le gouvernement fédéral pour endiguer les déficits budgétaires structurels du pays ont contribué à rendre anémique le rythme d'augmentation des paiements de transfert tout au long de la décennie (graphique 3). Tout cela a exacerbé la tendance déjà baissière du revenu des ménages, en particulier dans les familles à faible revenu et à revenu moyen, lesquelles ont été frappées plus dure-



ment durant la récession et comptaient davantage sur les paiements de transfert que les familles à revenu plus élevé. Aussi, le revenu réel médian des ménages canadiens a chuté de plus de 13 % entre 1989 et 1997, et (nous le verrons en détail plus loin) l'inégalité des revenus a monté en flèche.

Ce ne fut pas le cas aux États-Unis. Contrairement à ce qui s'est passé au Canada, la croissance de l'emploi et celle du revenu aux États-Unis ont été très robustes durant les années 1990, même si le gouvernement fédéral américain sabrait au même moment ses déficits budgétaires structurels (les deux pays ont mis fin à leurs déficits en 1998). Au cours de cette même période de huit ans, le revenu médian réel aux États-Unis a augmenté de 2 %, de sorte que l'écart entre le revenu des ménages américains et celui des ménages canadiens a fini par atteindre 10 %.

Comblent l'écart

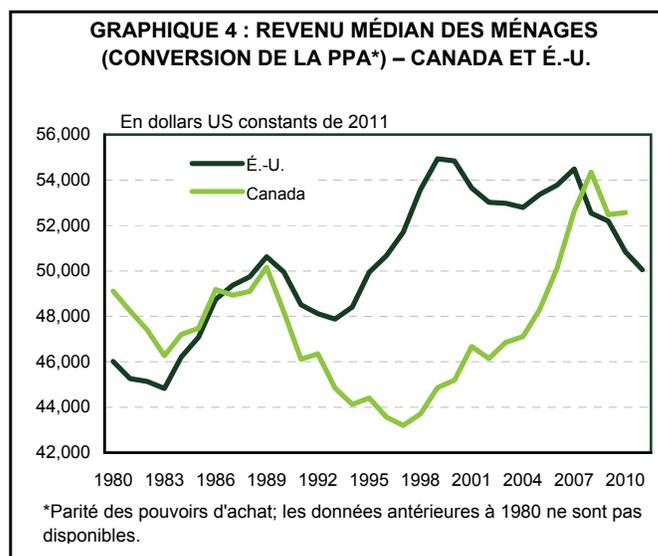
Dès 1998, cependant, la tendance a commencé à s'inverser. Une période de grande prospérité économique s'est amorcée au Canada et a subsisté jusqu'à ce jour. Durant cette période, l'écart de revenu entre les deux pays s'est largement comblé pour la bonne raison que les États-Unis ont été l'épicentre de deux grandes récessions : l'éclatement de la bulle techno en 2001 et la crise financière de 2008-2009. La croissance du PIB nominal au Canada a dépassé celle du PIB américain, en moyenne, d'environ un demi-point de pourcentage chaque année depuis 1998, et ce, grâce à la flambée des prix des produits de base tout au long des années 2000 ainsi qu'aux gains importants réalisés du côté de l'investissement des entreprises et de la construction résidentielle, gains rendus possibles par le repli des taux d'intérêt et par la meilleure santé des finances

publiques. Le Canada a également connu une récession moins prononcée en 2008 et un redressement plus accentué de l'économie et de l'emploi. Aux États-Unis, quelque 8,75 millions d'emplois sont disparus durant la récession; l'économie américaine a recouvré moins de la moitié de ces emplois même après plus de trois ans de reprise économique. En comparaison, l'économie canadienne a perdu quelque 430 000 emplois entre la fin de 2008 et le milieu de 2009, mais en a gagné plus de 820 000 depuis. Donc, malgré un recul important du PIB au Canada, le revenu réel médian des ménages a baissé très légèrement après 2008 et s'est stabilisé depuis. En moyenne, entre 1998 et 2010, le revenu réel médian des ménages au Canada a augmenté de 1,2 % par an, alors qu'il a diminué de 0,1 % par an aux États-Unis.

Comparer des paliers de revenu brut entre deux pays est une pratique hasardeuse à cause des fluctuations de change et des différences dans le coût de la vie. Pour tenir compte de ces facteurs, on peut rajuster les données de manière à ce qu'elles reflètent les différences dans le pouvoir d'achat. Une fois ce rajustement fait (graphique 4), le tableau tient toujours, même si l'écart entre le revenu aux États-Unis et le revenu au Canada grimpe à 22 % pour 1998. Cependant, l'avantage qui favorisait le revenu des ménages américains s'est effacé en 2008, tant et si bien que le revenu médian des ménages canadiens n'a cessé de dépasser son pendant américain depuis.

Inégalités entre les provinces

Comme cela se produit souvent pour d'autres comparaisons, on ne peut mettre dans le même panier les provinces canadiennes en ce qui a trait au revenu. Le tableau 1 montre les changements survenus dans le revenu médian des provinces depuis 1976, première année pour laquelle nous



disposons de données. L'essor prodigieux des produits de base depuis le début des années 2000 a surtout profité à l'Alberta, à la Saskatchewan et à Terre-Neuve-et-Labrador en raison de la forte concentration des richesses naturelles dans ces trois provinces. Au même moment, la vigueur du dollar canadien et le faible niveau d'activité dans la foresterie et le secteur manufacturier au cours de la dernière décennie ont imposé de lourdes contraintes à d'autres régions. Le revenu réel médian des ménages dans les Prairies a augmenté de près de 30 % depuis 1998. Au Québec et dans les provinces de l'Atlantique, le revenu a augmenté d'un peu moins de 20 % durant cette période de 13 ans; pour leur part, l'Ontario et la Colombie-Britannique ont vu leur revenu gagner environ 10 %. Même si les revenus ont augmenté d'un océan à l'autre, certaines provinces s'en sont mieux tirées que d'autres.

L'inégalité des revenus aux États-Unis et au Canada

Bien que les tendances soient importantes au chapitre du revenu médian, elles ne révèlent à peu près rien sur la répartition des revenus dans l'ensemble de la société. La question de l'inégalité des revenus retient l'attention du monde entier depuis des années, mais elle est devenue aujourd'hui un enjeu majeur dans la foulée de la crise financière mondiale. C'est particulièrement vrai aux États-Unis, où on a connu une reprise sans création d'emplois et où on a vu une inquiétante détérioration de la classe moyenne. Toutefois, l'inégalité des revenus au Canada est moins prononcée.

Soucieux de bien mesurer les inégalités, les économistes s'en remettent généralement au coefficient de Gini. Celui-ci mesure les écarts de revenu dans un pays donné; grâce à un seul chiffre, on peut établir facilement des comparaisons

	Palier de revenu (en milliers \$)			Variation en %	
	1976	1998	2010	1976-1998	1999-2010
CANADA	53.6	48.7	55.4	-9 %	14 %
T.-N.-L.	43.8	40.2	48.2	-8 %	20 %
Î.-P.-É.	38.9	41.3	50.5	6 %	22 %
N.-É.	43.3	41.2	48.9	-5 %	19 %
N.-B.	47.5	42.2	47.9	-11 %	14 %
Québec	52.4	42.9	48.8	-18 %	14 %
Ontario	58.1	54.9	60.5	-6 %	10 %
Manitoba	45.5	45.5	53.4	0 %	17 %
Sask.	47.0	43.1	56.5	-8 %	31 %
Alberta	55.4	52.2	69.1	-6 %	32 %
C.-B.	58.6	48.3	52.8	-18 %	9 %

Source : Statistique Canada.

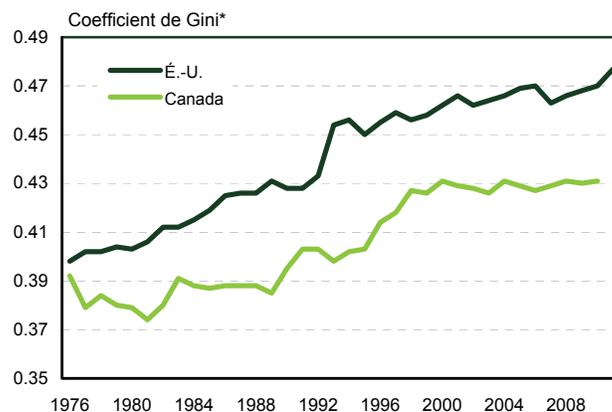
d'une période à l'autre et d'un pays à l'autre. Le coefficient de Gini varie entre 0 et 1 – si tous les habitants d'un pays ont un revenu identique (égalité parfaite), alors le coefficient de Gini est égal à 0. À l'inverse, si une seule personne détient le revenu de tout un pays (inégalité parfaite), le coefficient de Gini est égal à 1.

Au cours des 35 dernières années, le coefficient de Gini au Canada n'a jamais dépassé son homologue américain (graphique 5). Les inégalités aux États-Unis ont toujours été plus prononcées qu'au Canada; en fait, l'écart s'est même creusé pendant cette période de 35 ans. Au Canada, après avoir augmenté fortement durant la difficile période comprise entre le début et le milieu des années 1990, l'inégalité des revenus est demeurée essentiellement stable au cours de la dernière décennie.

L'inégalité des revenus n'a pas changé au Canada – Redites-moi ça...

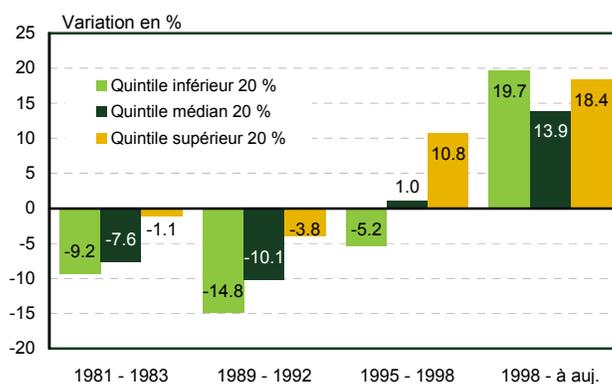
À bien des égards, le cheminement latéral de l'inégalité des revenus, tel que mesuré par le coefficient de Gini, pourrait surprendre, surtout à la lumière de l'attention qu'on a portée à cette question partout dans le monde. Les graphiques 6 et 7 contribuent à jeter un éclairage sur certains aspects moins apparents. Durant les années 1980 et la plus grande partie des années 1990, les gains relativement négligeables du revenu réel qu'on a enregistrés au Canada ont été concentrés du côté des 20 % de ménages les plus riches. Plus récemment, cette catégorie de ménages a vu la croissance de son revenu s'accélérer, en partie grâce à une explosion de l'embauche dans le secteur public, où les salaires et les avantages sociaux ont été comparativement attrayants. Néanmoins, depuis 1998, les 20 % de ménages situés au bas de l'échelle ont vu leur revenu croître à un rythme encore plus rapide. Ce meilleur résultat témoigne d'une combinaison de trois facteurs : forte hausse des paiements de transfert, hausse du salaire minimum au Canada (qui a grimpé de plus de 50 % en moyenne à l'échelle du pays depuis la fin des années 1990) et rythme respectable de création d'emplois dans plusieurs segments du secteur des services où les salaires versés sont plus faibles. Par contraste, au cours des dix à quinze dernières années, les ménages à revenu moyen ont enregistré des gains, certes, mais de beaucoup inférieurs à ceux des autres catégories. Les pressions à la baisse sur les emplois et les salaires dans le secteur manufacturier, où les rémunérations sont moyennes, ont laissé leur empreinte sur cette partie de la courbe des revenus. Toutefois, malgré la relative mollesse observée dans le milieu de la courbe, la répartition raisonnablement

GRAPHIQUE 5 : INÉGALITÉ DES REVENUS CANADA ET ÉTATS-UNIS



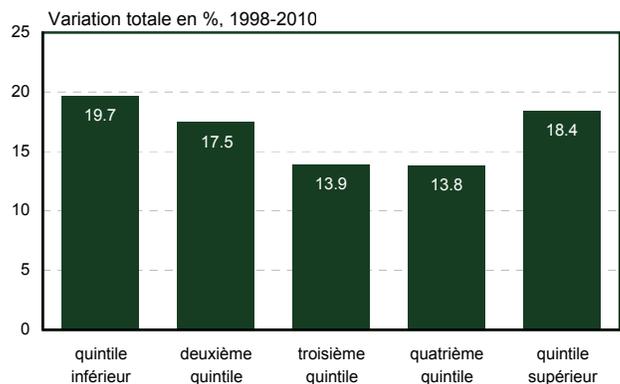
*Plus le coefficient est élevé, plus l'inégalité est prononcée.
Sources : Census Bureau, Statistique Canada.

GRAPHIQUE 6 : VARIATION DU REVENU RÉEL DES MÉNAGES CANADIENS PAR PALIER DE REVENU



Source : Statistique Canada.

GRAPHIQUE 7 : CROISSANCE DU REVENU DES MÉNAGES AU CANADA, 1998-2010



Source : Statistique Canada.

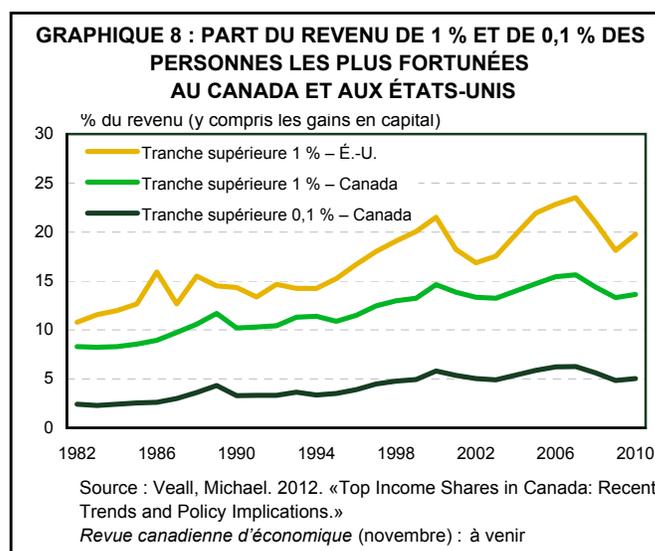
étendue de la hausse des revenus a été suffisante pour stabiliser le coefficient de Gini durant la dernière décennie.

Fait intéressant à souligner, le tableau change très peu, même si on utilise les données du revenu après impôt et si on tient compte de la taille, toujours en baisse, de la famille moyenne dans les dernières décennies. Le coefficient de Gini calculé à l'aide de cette définition du revenu est stable depuis 2000.

Encore une fois, les provinces ne sont pas toutes égales

Tout comme la croissance du revenu n'a pas profité aux diverses régions dans les mêmes proportions, les niveaux et les variations d'inégalité des revenus ont fluctué, eux aussi (tableau 2). Depuis la fin des années 1990, la Colombie-Britannique et Terre-Neuve-et-Labrador ont fait bande à part en enregistrant les hausses les plus prononcées du coefficient de Gini. Dans ces deux provinces, la croissance de l'emploi au cours de la dernière décennie s'est faite dans les secteurs les mieux rémunérés, comme le bâtiment, les services professionnels et les services éducatifs. Les hausses ont été contrebalancées en partie par la baisse proportionnellement plus prononcée des taux d'impôt pour les personnes à faible revenu et par les relèvements du salaire minimum, surtout à Terre-Neuve-et-Labrador.

La hausse soutenue du coefficient de Gini en Colombie-Britannique a fait en sorte que cette province possède le plus haut niveau d'inégalité des revenus parmi ses homologues. D'après le revenu personnel déclaré dans les statistiques fiscales de l'ARC, la Colombie-Britannique ne semble pas renfermer une part démesurée de personnes à haut revenu (même si cette part pourrait être biaisée à la baisse en raison



de la proportion, plus forte que la moyenne, de petites entreprises et d'entreprises en démarrage dans cette province où les incitatifs fiscaux favorisent davantage le revenu des entreprises que celui des ménages). Par ailleurs, la Colombie-Britannique se classe au premier rang au Canada pour ce qui est du nombre de personnes à faible revenu.

À l'autre bout du spectre, la région des Prairies a connu un recul général de l'inégalité des revenus dans les dix à quinze dernières années. La forte croissance économique et les pénuries de main-d'œuvre ont fait monter en flèche les salaires et la demande de main-d'œuvre sur toute l'échelle des revenus. De plus, l'essor prodigieux des produits de base est venu garnir les coffres de l'État, dont une part des recettes a été dirigée vers les ménages les plus désavantagés sous forme de paiements de transfert plus élevés. Témoinant de sa croissance particulièrement robuste et de sa grande pénurie de main-d'œuvre, l'Alberta a enregistré le recul le plus notable de l'inégalité des revenus dans la région depuis les années 1990, alors que la Saskatchewan a connu une modeste hausse. Parmi les trois provinces, le Manitoba enregistre toujours le plus faible niveau d'inégalité.

En Ontario, l'inégalité des revenus est demeurée généralement stable depuis 1998. Cependant, comme il y a eu de lourdes pertes d'emploi dans le secteur manufacturier, la création d'emplois a été concentrée dans le secteur des services où les salaires et les avantages sociaux sont supérieurs à la moyenne. Dans le haut de cette liste, on trouve les emplois de l'administration publique, de la santé et de l'éducation, où la masse salariale combinée en Ontario a augmenté d'environ 30 % depuis 1998, le taux le plus élevé parmi toutes les provinces. Résultat, l'expérience de

TABLEAU 2 : COEFFICIENT DE GINI

	1976	1998	2010
CANADA	0.39	0.43	0.43
T.-N.-L.	0.37	0.40	0.42
Î.-P.-É.	0.41	0.39	0.37
N.-É.	0.37	0.41	0.41
N.-B.	0.37	0.40	0.40
Québec	0.38	0.42	0.41
Ontario	0.39	0.43	0.43
Manitoba	0.40	0.41	0.40
Sask.	0.41	0.41	0.42
Alberta	0.40	0.44	0.43
C.-B.	0.40	0.43	0.45

Source : Statistique Canada.

l'Ontario reflète vraisemblablement la moyenne nationale : les revenus sont en forte hausse dans le bas et dans le haut de l'échelle, mais les gains sont relativement faibles dans le milieu de l'échelle.

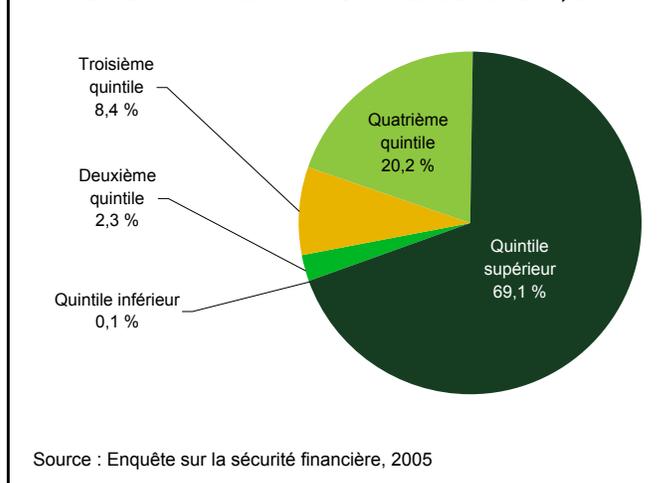
Au Québec et dans les Maritimes, l'inégalité des revenus dans les dix à quinze dernières années a été soit stable, soit en légère baisse. Une exception à la règle a été l'Île-du-Prince-Édouard, où une baisse graduelle de l'inégalité depuis 1976 a fait passer cette province du deuxième rang le plus élevé (en termes d'inégalité) au dernier rang au Canada. À l'Île-du-Prince-Édouard, les ménages à faible revenu ont enregistré de solides gains au chapitre des emplois dans le secteur touristique et une forte hausse du salaire minimum. Ailleurs, la modeste croissance de l'emploi a été assez bien équilibrée entre les occupations peu rémunératrices (commerce, hôtellerie et restauration) et les occupations plus rémunératrices (soins de santé, bâtiment et services professionnels).

Le coefficient de Gini n'explique pas tout – la richesse et les 1 % de personnes à haut revenu

N'oublions pas que cette mesure de l'inégalité des revenus n'est qu'une méthode parmi d'autres. Le coefficient de Gini s'intéresse à la répartition du revenu au sein d'une population entière, mais il est muet ou presque sur toute notion élargie d'inégalité. En fait, ces autres perspectives brossent un tout autre tableau.

Si la répartition du revenu (telle que mesurée par le coefficient de Gini) est demeurée essentiellement la même depuis la fin des années 1990, la valeur absolue (en dollars) de l'inégalité des revenus a certainement augmenté depuis. La hausse du revenu familial moyen dans la tranche des 20 % de ménages à faible revenu (graphique 7), même si elle a été la plus prononcée parmi les cinq paliers de revenu, n'a été en réalité que de 2 500 \$, le revenu étant passé de 12 700 \$ à 15 200 \$. Pareil revenu ne suffit toujours pas à combler les besoins de base d'une famille, même après cette hausse. En guise de comparaison, le gain « moins important » du revenu moyen dans la tranche des 20 % de familles canadiennes à revenu élevé a atteint 26 700 \$, soit dix fois plus que le gain enregistré dans le palier inférieur, le revenu étant passé de 145 200 \$ à 171 900 \$. Donc, bien que le coefficient de Gini soit demeuré relativement stable, il donne une fausse idée des difficultés auxquelles font face les Canadiens à faible revenu. Il convient de souligner que bien que les rendements sur douze ans puissent sembler impressionnants, la croissance annuelle moyenne n'a été que de 1,5% pour les ménages à faible revenu, 1,1% pour

GRAPHIQUE 9 : RÉPARTITION DE LA VALEUR NATIONALE NETTE AU CANADA PAR QUINTILE DE REVENU, 2005



les familles à revenu moyen et 1,3% pour les ménages les plus aisés.

Une autre forme d'inégalité, qui a vraisemblablement capté presque toute l'attention dans la foulée de la crise financière, est la part que reçoivent les 1 % de personnes à haut revenu. Même si celle-ci est plus présente aux États-Unis, compte tenu de la place centrale qu'elle occupe dans le vaste mouvement Occupy, elle est tout aussi déconcertante au Canada. Une nouvelle étude¹ menée par Michael Veall, professeur de sciences économiques à l'Université McMaster, montre, à l'aide de données tirées des déclarations de revenus, que les 1 % de Canadiens les plus fortunés ont mis la main, au fil du temps, sur une part croissante du revenu national. Voilà qui est un complément important au débat sur l'inégalité des revenus, car le coefficient de Gini n'utilise que des chiffres basés sur des enquêtes susceptibles de souffrir du faible taux de participation des personnes les plus riches du pays. Les chiffres montrent que la part de ces hauts salariés dans le revenu total a presque doublé, passant de 8,2 % à près de 15,6 % entre le début des années 1980 et 2007 (graphique 8). La part, dans le revenu total, des 0,1 % de personnes les plus fortunées, soit environ 25 000 personnes, a plus que doublé, passant de 2,3 % à 6,3 % au cours de la même période. Soulignons, en toute justice, que ces parts ont modérément baissé depuis, aux alentours de 13,6 % et 5,0 % respectivement en 2010, et demeurent de beaucoup inférieures aux niveaux observés aux États-Unis. Là-bas, la part des 1 % de personnes les plus fortunées est demeurée relativement constante, aux environs de 18 %, depuis 2005. Au Canada, à l'échelle régionale, les 1 % de personnes les plus fortunées ont vu leur part augmenter dans chaque province, les plus fortes concentrations se situant en Alberta, en

Ontario et en Colombie-Britannique.

Et enfin, nous devons tenir compte non seulement des inégalités de revenu, mais aussi de la richesse accumulée au fil du temps. D'après l'enquête menée en 2005 sur la sécurité financière, les 20 % de Canadiens les plus riches détenaient environ 70 % de la valeur nationale nette (graphique 9). Cela donne peut-être une idée plus juste de l'inégalité, car une valeur nette plus grande implique généralement l'achat de maisons plus opulentes, de voitures de luxe et d'autres produits qui sont, pour la plupart, hors de portée pour la majorité des familles canadiennes. En fait, cela pourrait avoir influé sur l'endettement des ménages ces dernières années. Vu le rythme relativement faible de la hausse du revenu des Canadiens à revenu moyen dans la dernière décennie et la baisse des taux d'intérêt, il n'est pas étonnant que beaucoup de ménages à revenu moyen se soient endettés afin de combler l'écart qui les séparait des Canadiens plus fortunés.

Ces aspects quelque peu contrastants de l'inégalité brosent un tableau bien différent de celui du coefficient de Gini; au bout du compte, ils tracent le même profil, mais sous des angles différents. Cela donne à penser que l'inégalité des revenus est peut-être moins prononcée au Canada qu'aux États-Unis, où l'on a constaté une hausse beaucoup plus prononcée du coefficient de Gini et de la part du revenu accaparée par 1 % des personnes les plus fortunées.

Dernières observations

Le fait que le revenu médian au Canada soit mainten-

ant plus élevé qu'aux États-Unis témoigne aussi bien des succès économiques récents du Canada que des difficultés rencontrées par notre voisin du Sud. Dans les années à venir, notre rythme de croissance économique sera sans doute modeste et n'entraînera qu'une hausse modeste du revenu des ménages, mais les gains les plus prononcés devraient continuer à venir des Prairies. Aux États-Unis, même si les meilleures perspectives de croissance économique à court terme stopperont vraisemblablement la baisse de revenu qui dure depuis quatre ans, les efforts déployés par le gouvernement fédéral américain pour s'attaquer aux déficits budgétaires pourraient peser sur la croissance du revenu des ménages, à l'image de ce qui s'est produit au Canada au milieu des années 1990. En ce qui concerne l'inégalité des revenus, il y a très certainement plusieurs moyens d'analyser la problématique et d'en tirer des conclusions apparemment opposées. En fait, tous ces éléments brosent un tableau plus équilibré du défi auquel fait face le Canada au regard de l'inégalité des revenus. En résumé, le problème demeure beaucoup moins criant au Canada qu'aux États-Unis. Or, ceci n'enlève rien au fait que bon nombre de Canadiens continuent d'avoir la vie dure, notamment les personnes à faible revenu, mais aussi une part croissante de la classe moyenne. Une dernière remarque : plusieurs tendances déconcertantes se manifestent, notamment la part croissante du revenu qui est accaparée par 1 % des personnes à haut revenu et la concentration plus grande de la richesse entre les mains des personnes les plus fortunées.

Notes

- 1 Veall, Michael. 2012. «Top Income Shares in Canada: Recent trends and Policy Implications.» *Revue canadienne d'économie* (novembre) : à venir

Le présent rapport est fourni par les Services économiques TD. Il est produit à titre informatif seulement et peut ne pas convenir à d'autres fins. Il ne vise pas à communiquer de renseignements importants sur les affaires du Groupe Banque TD, et les membres des Services économiques TD ne sont pas des porte-parole du Groupe Banque TD en ce qui concerne les affaires de celui-ci. L'information contenue dans le rapport provient de sources jugées fiables, mais son exactitude et son exhaustivité ne sont pas garanties. De plus, le rapport contient des analyses et des opinions portant sur l'économie, notamment au sujet du rendement économique et financier à venir. Par ailleurs, ces analyses et opinions reposent sur certaines hypothèses et d'autres facteurs et sont sujettes à des risques inhérents et à une incertitude. Les résultats réels pourraient être très différents. La Banque Toronto-Dominion ainsi que ses sociétés affiliées et divisions apparentées qui constituent le Groupe Banque TD ne peuvent être tenues responsables des erreurs ou omissions que pourraient contenir l'information, les analyses ou les opinions comprises dans ce rapport, ni des pertes ou dommages subis.